

SUEZ ENVIRONNEMENT

1, RUE D'ASTORG

75008 PARIS, FRANCE

TEL +33 (0)1 58 18 50 56

FAX +33 (0)1 58 18 51 68

WWW.SUEZ-ENVIRONNEMENT.COM



COMMUNIQUE DE PRESSE

Cannes, le 20 décembre 2008

SUEZ ENVIRONNEMENT à travers sa filiale Lyonnaise des Eaux et le Syndicat intercommunal d'assainissement du bassin cannois signent un contrat de concession de 20 ans pour la construction et l'exploitation de la future station d'épuration Aquaviva

La nouvelle station d'épuration Aquaviva sera « carboneutre ».
Conçue selon la démarche HQE, elle utilisera les technologies
les plus modernes pour épurer et réutiliser les eaux usées

Le Syndicat intercommunal d'assainissement du bassin cannois (SI.ABC) et Lyonnaise des Eaux, filiale de SUEZ ENVIRONNEMENT signent, le 20 décembre 2008, un contrat de concession d'une durée de 20 ans et d'un chiffre d'affaires cumulé de 220 millions d'euros pour la construction et l'exploitation de la future station d'épuration du bassin cannois, « Aquaviva ». Le partenariat public privé établi pour la réalisation de cette station permettra à la collectivité d'atteindre ses objectifs de préservation de l'environnement et de lutte contre le changement climatique. Le contrat de concession garantit l'optimisation de l'investissement, le respect des délais et la maîtrise du prix sur la durée du contrat.

Aquaviva traitera les eaux usées de 8 communes du bassin cannois, Auribeau sur Siagne, Cannes, Le Cannet, Mandelieu, Mougins, Pégomas, La Roquette sur Siagne et Théoule sur Mer. Conçue selon la démarche de Haute Qualité Environnementale (HQE), la future station d'épuration d'une capacité de 300 000 équivalents habitants représente une véritable prouesse technologique et environnementale.

Des performances épuratoires qui permettent une réutilisation des eaux usées

L'utilisation de membranes d'ultrafiltration couplées à un réacteur biologique (Bioréacteur à membranes) pour épurer les eaux usées constitue la technologie la plus moderne de traitement des eaux usées au monde. Elle permet d'obtenir des rendements épuratoires supérieurs aux obligations réglementaires et qui répondront à la future norme « qualité eau de baignade ». La flore et la faune marines seront ainsi préservées et un suivi de la biodiversité (poissons du littoral, herbiers de Posidonies) permettra d'en suivre l'évolution. Les eaux épurées pourront également être réutilisées pour l'arrosage des espaces verts ou le nettoyage des voiries.

Une station intégrée dans un environnement littoral et touristique

Construite sur le site de l'actuelle station d'épuration, en bord de mer, Aquaviva sera parfaitement intégrée dans son environnement littoral et touristique, sans aucune nuisance olfactive, visuelle ou auditive. La région cannoise accueille chaque année plus de 2,5 millions de touristes. Un chantier furtif sera organisé lors des travaux. L'exploitation de la station sera auditée par un organisme certificateur afin d'obtenir la norme de management environnemental Iso 14001.



Des émissions de gaz à effet de serre entièrement compensées

Aquaviva présentera un Bilan Carbone™ neutre. Les émissions de Gaz à Effet de Serre ne représenteront que 269 Tonnes équivalents carbone par an, soit 90 % fois moins que l'actuelle station. Ces émissions seront entièrement compensées. Aquaviva utilisera par conséquent différents procédés et technologies. La station d'épuration sera équipée de 4 000 m² de panneaux solaires, ce qui représente le plus grand projet de ferme solaire des Alpes-Maritimes.

Le séchage sur place des boues issues du traitement des eaux usées participera également aux mesures de compensation. Les boues séchées seront ensuite conditionnées pour être valorisées comme engrais naturel en agriculture dans la région.

Les travaux réalisés par Degrémont et GTM, débuteront en 2009, dès l'obtention du permis de construire et s'achèveront en 2011.

Aquaviva représente un investissement total de 77 millions d'euros, financé par Lyonnaise des Eaux à hauteur de 57 millions d'euros et par l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée & Corse à hauteur de 20 millions d'euros. Grâce aux efforts faits au niveau de la conception du projet et au dimensionnement à l'échelle des huit communes, le coût de la reconstruction et de l'exploitation de la station d'épuration sera égal à 0,57 €HT/m³.

[Dossier de presse disponible sur demande.](#)

Contacts presse Lyonnaise des Eaux :

Sophie Le Scaon : 01 58 18 41 39 / 06 45 63 95 09

Pierre Tré-Hardy 04 92 9240 09 / 06 74 83 43 23

Contact presse SUEZ ENVIRONNEMENT :

Charlotte Le Barbier 01 58 18 54 61 / 06 78 37 27 60

Contact Analystes SUEZ ENVIRONNEMENT : Eléonore de Larboust 01.58.18.47.53

Contact SI.ABC : Matthieu GALAUP, 04.92.19.29.29 ou 06.87.36.70.90

LYONNAISE DES EAUX

Lyonnaise des Eaux, filiale de SUEZ ENVIRONNEMENT, emploie 11 800 collaborateurs, distribue l'eau potable à 12,3 millions d'habitants, et dépollue les eaux usées de plus de 9 millions de personnes en France. L'entreprise place ses clients au cœur de ses préoccupations et inscrit ses actions et projets dans une perspective de développement durable.

Lyonnaise des Eaux a lancé en septembre 2006 sa charte de 12 engagements pour une gestion durable de l'eau. Cette charte s'inscrit dans la politique de développement durable de SUEZ ENVIRONNEMENT pour la protection de l'environnement et la maîtrise des consommations énergétiques. www.lyonnaise-des-eaux.fr

SUEZ ENVIRONNEMENT

Les ressources naturelles ne sont pas infinies. SUEZ ENVIRONNEMENT (Paris : SEV, Bruxelles : SEVB), et ses filiales s'engagent au quotidien à relever le défi de la protection des ressources en apportant des solutions innovantes à des millions de personnes et aux industries. SUEZ ENVIRONNEMENT alimente 68 millions de personnes en eau potable, 44 millions en services d'assainissement et assure la collecte des déchets de 46 millions de personnes. Avec 62 000 collaborateurs, SUEZ ENVIRONNEMENT un leader mondial exclusivement dédié aux métiers de l'eau et des déchets et présent sur les cinq continents. En 2007, SUEZ ENVIRONNEMENT, filiale détenue à 35 % par GDF SUEZ, a réalisé un chiffre d'affaires de 12 milliards d'euros.